

19.01.2024

- Point de vue dans le cadre de la Semaine verte à Berlin -

Pragmatique et constructif : l'European Milk Board appelle à des réformes urgentes dans l'agriculture

Cette année encore, l'European Milk Board (EMB) est représenté à la Semaine verte à Berlin et fournit, conjointement avec ses collègues allemands du Bundesverband Deutscher Milchviehhalter (BDM) et du Lait équitable, des informations sur l'évolution dans le secteur laitier.

L'EMB, représentant plus de 20 organisations membres de nombreux pays européens et coopérant avec d'autres associations internationales, s'est rendu à cette foire internationale à Berlin pour revendiquer d'importantes réformes dans le secteur laitier. Selon Kjartan Poulsen, président de l'EMB, « l'agriculture en Europe se trouve à un tournant ». En constituent les signes évidents :

1. La robustesse des exploitations agricoles diminue rapidement

Bon nombre d'agriculteurs ont déjà quitté le secteur et de nombreux autres vont suivre. La relève nécessaire n'est pas assurée faute de perspectives. Des emplois en région rurale disparaissent.

2. L'UE travaille à la mise en œuvre du Pacte vert sans pour autant disposer du cadre de marché nécessaire à cet effet - Cela est criant pour les agriculteur.trice.s en raison d'exigences et coûts supplémentaires. Cela renforce la dynamique évoquée au point 1 et met en danger la création de valeur en milieu rural.

3. Il n'a pas été possible de mettre un terme à des crises récurrentes dans le secteur. Ainsi, depuis début 2023 déjà, une forte chute des prix frappe durement les fermes laitières et réduit encore leur robustesse. Cela :

- malgré l'existence de l'instrument de crise « réduction volontaire des volumes » qui n'a pourtant pas été activé,
- malgré la possibilité d'un regroupement de producteurs qui ne permet cependant pas un regroupement de volumes assez élevé,
- malgré les articles de loi portant sur la contractualisation dans l'OCM qui sont cependant beaucoup trop lacunaires.

4. La volonté politique de stabiliser l'agriculture européenne et de fixer d'importantes règles de marché fait défaut à d'importants acteurs européens tels que la Commission européenne et les gouvernements nationaux

La réponse aux questions : *L'agriculture en Europe est-elle stable ?* et *Notre sécurité et souveraineté alimentaires sont-elles renforcées ?* doit être NON au vu des points précédents.

Les producteur.trice.s d'Europe: pragmatiques et constructif.ve.s

Les agriculteur.trice.s en Europe ne restent toutefois pas les bras croisés. Afin d'orienter l'agriculture dans la bonne direction, ils sont actifs depuis des années, développent des concepts pratiques pour l'élaboration politique et mettent en œuvre des projets tels que le **Lait équitable** directement sur le marché. Comme informe M. Poulsen, les solutions suivantes proposées par les producteur.trice.s peuvent être apportées aux problèmes mentionnés ci-dessus :

1. Renforcement de la résilience des exploitations par le biais de prix au producteur rémunérateurs qui rendent la production de lait à nouveau rentable et favorisent l'installation de la jeune génération. « Pour cela, outre les conditions cadres légales, le soutien et développement de projets importants portés par les producteurs tels que le Lait équitable est essentiel. Ces derniers apportent déjà maintenant une immense contribution à une agriculture équitable dans plusieurs pays » souligne Kjartan Poulsen.

2. Établir un cadre légal d'accompagnement pour le Pacte vert qui assure des prix stables sur le marché et qui permettent aux producteur.trice.s de répondre aux exigences écologiques. En font partie par exemple :

- Des prescriptions contractuelles européennes concrètes portant entre autres sur le volume et des prix rémunérateurs avant livraison du lait pour tous les acteurs du marché, y compris les coopératives.
- Un règlement à échelle de l'UE qui rend des prix rémunérateurs obligatoires.

- Des clauses miroir sévères pour les importations et des contrôles de respect fiables de ces clauses.
- Des mesures pour renforcer le regroupement des producteurs afin de diminuer le déséquilibre de pouvoir sur le marché de façon efficace.

3. Éviter les crises en associant un mécanisme d'enclenchement automatique à la réduction volontaire des volumes plutôt que cette mesure ne reste lettre morte dans l'Organisation commune des marchés. Pour le développement de la réduction volontaire des volumes, le [Programme de responsabilisation face au marché](#) sert de guide.

4. Manifester une volonté politique forte pour la mise en œuvre des réformes. En tant que voix des producteur.trice.s, l'EMB est en contact constant avec les représentants politiques dans toute l'Europe et donne continuellement des informations sur les conditions dans le secteur et les réformes nécessaires, comme le déclare M. Poulsen. « Nous exhortons les décideurs politiques à considérer l'agriculture et ses réformes comme une priorité. Ils doivent entendre les signaux du secteur et agir de façon durable et efficace. »

En vue des élections européennes qui approchent à grands pas, les représentants politiques doivent comprendre que de tels thèmes touchant de près la société doivent enfin être pris à bras-le-corps. « Si cela n'est pas le cas, les eurosceptiques gagneront davantage de terrain auprès de l'électorat et la déstabilisation de ces dernières années se poursuivra », selon M. Poulsen. Comme le souligne l'EMB à la Semaine verte, ses producteurs, représentants pragmatiques et constructifs du secteur, sont toujours ouverts à un échange avec la politique afin de mettre les réformes nécessaires sur les rails.

Contacts :

Kjartan Poulsen – président de l'EMB (EN, DK, DE) : +45 (0)212 888 99

Silvia Däberitz – directrice de l'EMB (FR, DE, EN) : +49 (0)176 380 98 500

[<<< back](#)